

Patokh Chodiev, l'un des hommes au centre du scandale d'Etat qui secoue en ce moment le landerneau politico-judiciaire belgo-français, était indicateur de la Sûreté. Proche du milieu mafieux russe, le businessman a tuyauté les agents belges à partir de juin 1998. Cette révélation de notre confrère du Soir, Alain Lallemand, explique peut-être en partie comment le milliardaire kazakh a pu obtenir contre toute attente sa naturalisation l'année précédente. Quoi qu'il en soit, associée aux travaux actuels de la commission d'enquête parlementaire sur le Kazakhgate, cette information ressuscite une époque pas si lointaine (les années 1990, début 2000) où la Belgique – et Bruxelles singulièrement – attirait les principaux caïds des mafias de l'Est comme un aimant.

A la faveur des auditions et de leurs développements dans la presse, des noms célèbres et d'autres moins connus remontent à la surface des eaux troubles où ils étaient plongés, mais que le ressac de l'affaire « Chodiev-De Decker » a fait réémerger. Tous sont apparus à l'époque dans des dossiers judiciaires retentissants, dans lesquels affairisme, criminalité organisée et barbouzerie se disputent la vedette. On y croise de nombreux personnages sulfureux, parmi lesquels toute une camarilla de Slaves, mais également des Belges, comme Philippe Rozenberg et Eric Van de Weghe, deux combinards notoires auxquels Marguerite Zeltman, la dame de confiance du trio Kazakh (Chodiev-Ibragimov-Machkevitch), entendue il y a peu par la commission, semble prêter un rôle de « facilitateur » dans les manœuvres destinées à procurer la nationalité belge aux trois associés. Qui sont ces individus ? Que viennent-ils faire dans le Kazakhgate ? Pour quelle raison les parrains de l'Est accouraient-ils dans la Belgique des années 1990 ? Revue de détails et galerie de portraits...

Première figure de notre trombinoscope : Patokh Chodiev. Originaire de Tachkent (Ouzbékistan), cet ancien apparatchik du ministère des Affaires étrangères de l'ex-Union Soviétique a fait fortune en exploitant les immenses richesses souterraines de la steppe kazakhe. Elles ont fait de lui l'un des hommes les plus puissants à l'ouest de l'Oural. Par la suite, en compagnie de ses deux inséparables associés, Alijan



Patokh Chodiev, le milliardaire belgo-kazakh au centre de l'affaire du « Kazakhgate ».

KAZAKHGATE QUAND LA MAFIA RUSSE FAISAIT SON MARCHÉ EN BELGIQUE

UNE ENQUÊTE DE FRÉDÉRIC LOORE

Les différentes auditions de la commission « Kazakhgate » font réapparaître des personnages et une époque que l'on croyait disparus : le temps où la mafia de l'Est et certains de ses parrains cherchaient à s'enraciner en Belgique. La naturalisation était pour eux le meilleur moyen d'y parvenir. Pour l'obtenir, ils faisaient appel à des intermédiaires belges. On découvre aujourd'hui que ces hommes de l'ombre ont également été en contact avec le fameux « trio Kazakh ».

Ibragimov et Alexander Machkevitch, il diversifiera tous azimuts les activités de son groupe (ENRC) coté à la bourse de Londres. Le trio débarque en Belgique en 1991 (Ibragimov en 1995-96). Depuis Bruxelles, les trois amis dirigent leur empire industriel des bords de la Caspienne et mènent un train de milliardaire.

Chodiev, le « Seigneur d'Almaty », classé au 236^e rang des plus grandes fortunes mondiales, rachète le prestigieux restaurant japonais Tagawa sur l'avenue Louise et s'installe à Waterloo dans une demeure de Grand Khan. Son voisin n'est autre que Serge Kubla, le député-bourgmestre de la commune braban-

çonne, qui appuiera six ans plus tard sa demande de naturalisation, aujourd'hui au centre de toutes les suspicions.

Les accointances mafieuses prêtées à Patokh Chodiev (objectivées par des rapports de la Sûreté de l'Etat) se dessinent dès son arrivée en Belgique, au travers de ses liens avec Boris Birshtein



La propriété de Patokh Chodiev à Waterloo. Son voisin n'est autre que Serge Kubla, l'ex-bourgmestre de la commune.

et Dmitry Yakubovski. Le premier est un homme d'affaires israélo-canadien né en Lituanie, désigné alors comme un entremetteur influent de la redoutable mafia moscovite. Chodiev et son ami « Sasha » Machkevitch prennent les rênes de Seabeco Moscou puis, au printemps 1991, de Seabeco Belgium, filiales de la société éponyme active dans le trading pétrolier, basée à Hong Kong et appartenant à Birshtein. Le second est lui aussi considéré à la même époque comme l'un des membres du clan Solntsevskaya, le plus puissant de Moscou, codirigé par le « Vor » Sergueï « Micha » Mikhaïlov, selon plusieurs grands services policiers qui y rattachent également Boris Birshtein. En 1991 toujours, Yakubovski et Chodiev créent à Woluwe-Saint-Pierre la société Astas. Seabaco et Astas seront toutes deux dissoutes.

Tandem d'escrocs

Durant cette décennie, les mafieux de l'Est jettent leur dévolu sur la Belgique où ils envisagent de s'établir durablement : la capitale de l'Europe leur semble être une base opérationnelle de choix, porte d'entrée de l'espace Schengen. Cette implantation s'effectue à bas bruit, si l'on excepte quelques éclats à l'occasion de l'un ou l'autre règlements de comptes sanglants. Par exemple, l'assassinat du trader pétrolier Vladimir Missiourine, abattu en décembre 1994 devant sa luxueuse villa, avenue du Prince d'Orange à Uccle ; ou encore l'exécution de l'Ukrainien Rachmiel Brandwain, figure de la pègre russe, tué à Anvers quatre ans plus tard.

Un rapport sénatorial sur le crime organisé en Belgique, datant de 1998, résume de manière explicite ce que sont alors les agissements de la « Kras-

naya mafiya ». On y lit : « Sur le territoire belge se trouvent donc des hommes d'affaires douteux, dont l'arrivée coïncide avec celle de criminels appartenant à des bandes organisées. A ces criminels de haut niveau vient s'ajouter la petite et moyenne délinquance « russe » ; travaillant parfois pour les organisations criminelles (...) La Belgique est utilisée comme base de travail, à partir de laquelle les criminels russes organisent leurs activités légales et illégales (...) Les autres activités criminelles commises en Belgique sont en grande partie identiques à celles commises à l'étranger, mais dans une

« SUR LE TERRITOIRE BELGE SE TROUVENT DES HOMMES D'AFFAIRES DOUTEUX, DONT L'ARRIVÉE COÏNCIDE AVEC CELLE DE CRIMINELS APPARTENANT À DES BANDES ORGANISÉES. LA BELGIQUE EST UTILISÉE COMME BASE DE TRAVAIL... »

moindre mesure. Il s'agit notamment de corruption, de fraude financière, de commerces illégaux variés (traite des êtres humains, trafic de drogue, d'armes, d'alcool, de cigarettes...) et d'assassinats. CQFD.

Pour mener à bien leur business, les membres du milieu russe ont grand besoin des sésames leur permettant de s'enraciner en Belgique : visa, titre de séjour et, fin du fin, la naturalisation. Les spécialistes locaux du trafic d'influence susceptibles de les leur procurer sont dès lors mis à contribution. Parmi ceux-ci, on trouve Philippe Rozenberg

(Suite page 54)

et Eric Van de Weghe. Nous verrons plus loin de quelle façon ils ont noué contact avec le gratin de la mafia rouge. Mais on apprend maintenant, selon le témoignage de Marguerite Zeltman, que tous deux auraient également pris part à une rencontre avec Alijan Ibragimov, qu'elle situe en 1996 au «restaurant du Sénat». Là encore, il aurait été question d'enveloppes en échange de la nationalité belge.

Philippe Rozenberg est un «escroc sans scrupules». C'est du moins en ces termes que le président de la 49^e chambre du Tribunal correctionnel de Bruxelles fait l'article de son pedigree à rallonge le 5 mai 2000. Ce jour-là, il est condamné pour diverses escroqueries, entre autres des préventions se rapportant à des détournements d'actifs de ses sociétés, ainsi qu'à de multiples faux commis à la fois dans le cadre de sa gestion d'entreprise et dans celui de sa campagne pour les élections communales de 1994. Entré en politique au début des années 80, l'ex-élu frontiste a fait ses classes au PRL, en compagnie d'autres golden boys du parti. Ambitieux, il se voit déjà en haut de l'affiche électorale. Il devient chef de file du parti libéral dans la commune de Molenbeek, mais en 1993, le yuppie tourne casaque et passe au Front national. Propulsé deux ans plus tard à la tête du groupe FN au conseil communal, il représente ensuite la formation d'extrême droite au conseil de la Communauté française, de même qu'au Parlement bruxellois, où il siège comme député jusqu'en juillet 1999.

Eric Van de Weghe traîne lui aussi un invraisemblable passé de carambouilleur. «Jet-setteur», homme d'affaires, lobbyiste, informateur de la police, le personnage est connu comme le loup blanc au Palais de justice de Bruxelles, où il collectionne les affaires rocambolesques dans lesquelles s'entrecroisent des milliardaires russes, des diplomates, des espions, des flics, des affairistes, des mercenaires, des truands et on en passe, mais dont le fil rouge est invariablement le même : l'abus de confiance. Notons toutefois qu'il a souvent bénéficié de la prescription, hormis deux condamnations fermes dont une pour entourloupe qualifiée.

Le parrain de Budapest

En 1997, Rozenberg et Van de Weghe tombent sous le coup d'une

« DES GENS AUX POSITIONS IMPORTANTES DANS NOTRE PAYS SONT TOUT SIMPLEMENT ACHETÉS. SI NÉCESSAIRE, LES RUSSES PAIENT LES CAMPAGNES ÉLECTORALES DE NOS HOMMES POLITIQUES. NOUS EN AVONS DES INDICES »

inculpation à Bruxelles à la suite d'un marché passé la même année avec des chefs mafieux russes et ukrainiens. L'affaire débute en février, lorsque le député frontiste rencontre à l'étranger, par l'entremise d'Eric Van de Weghe, un émissaire du nom d'Anatoli Katrich. L'homme est l'un des séides de Semion «Seva» Mogilevich, le parrain de Budapest, où il réside à l'époque. D'origine ukrainienne, «Seva» est une légende du crime organisé russe. Jusqu'à son arrestation en 2008, il a dirigé l'un des principaux clans de l'«Organizatsiya», impliqué dans tous les trafics : armes, drogues, diamants, matières fissiles, œuvres d'art, êtres humains, de l'Atlantique à l'Oural et jusqu'aux Etats-Unis en passant par la Belgique. Au demeurant, son organisation était liée à la «Solntsevskaya» moscovite.

Qu'attendent ces individus du tandem Rozenberg-Van de Weghe ? Selon l'enquête judiciaire, ils veulent se procurer des documents falsifiés permettant à certains de leurs membres d'accéder à la nationalité belge. Avec, en prime, un menu service : effectuer une mission de bons offices à Genève, destinée à favoriser la relaxe de Sergueï Mikhaïlov, détenu dans l'attente du procès où il sera jugé (et finalement largement acquitté) pour blanchiment et appartenance à une organisation criminelle. Patokh Chodiev prendra part également à ce procès comme témoin. «Pour me poser des questions sur la corruption de votre député Philippe Rozenberg, auquel je n'ai jamais rien demandé ni payé», déclarait-il en juillet 2000 à Alain Lallemand. Cet appui, Mikhaïlov affirmera ne jamais l'avoir sollicité, se disant même victime d'une tentative d'escroquerie de la part du parlementaire véreux.

Toujours est-il que par la suite, deux millions de francs belges (50 000 euros) tombent dans l'escarcelle de

Rozenberg, versés par ses commanditaires en échange de sa bonne collaboration. C'est en tout cas la thèse des enquêteurs. Le député du Front accepte l'argent sous couvert de don pour sa campagne électorale, et effectue bel et bien du lobbying en faveur de Mikhaïlov auprès de la délégation belge à la Commission des droits de l'homme à Genève. Il prétendra plus tard avoir refusé d'intervenir après s'être aperçu de la véritable identité de ses solliciteurs, allant même jusqu'à vouloir leur restituer les deux millions en dépit des menaces de mort exercées contre lui. Une version à laquelle le parquet de Bruxelles n'a jamais prêté foi.

L'enquête mammoth initiée au départ de cette affaire de corruption aboutit alors à de surprenantes révélations. On apprend que Rozenberg n'en est pas à son coup d'essai en 1997. De fait, l'élu FN reconnaît avoir déjà rendu service auparavant à Anatoli Katrich et à Eric Van de Weghe, en faisant en sorte qu'un ressortissant russe reçoive une prolongation de son titre de séjour en Belgique. Mais on découvre surtout que durant cette période, la proximité du Bruxellois avec la mafia de l'Est ne se limite pas au cercle des Mogilevich et consort ; il est aussi en cheville avec la «Neftemafija» ukrainienne. C'est même avec les pontes de cette mafia du pétrole, implantée à Odessa, que Rozenberg est en affaires ! Eux aussi, en 1996, l'auraient payé (200 000 dollars) pour qu'il leur fournisse des papiers d'identité afin de faciliter leur accession à la nationalité belge. Derrière ce «eux», trois hommes apparaissent, et pas n'importe lesquels : Leonid Minin, Alexandre Angert et Alexander Zhukov. Voilà en tous les cas ce qui ressort, en 2000, du dossier d'instruction (167/92) ouvert chez le juge bruxellois Damien Vandermeersch.

Les tsars d'Odessa

Notre galerie s'enrichit de nouveaux personnages. Qui sont-ils ? Tout d'abord, il y a Leonid Efimovich Minin. Dans les années 1990, il règne sur les principaux clans de la «Neftemafija» qui contrôlent les flux pétroliers dans le port d'Odessa, leur inexpugnable bastion des bords de la mer Noire. Reçu d'or noir, Minin se lance dans une série de trafics de grande envergure : la drogue, mais surtout les armes, à destination principale de l'Afrique qui le paie avec les diamants de la guerre. Ses meilleurs clients sont le régime libé-

rien de Charles Taylor et le RUF, la guérilla sierra-léonaise. A partir de 1996, le groupe Minin prend ses quartiers à Bruxelles. Une société écran est créée à Forest. Des lieutenants du trafiquant débarquent dans la capitale, notamment son bras droit, qui s'installe à Uccle.

A la même période, la Belgique voit arriver deux autres grands formats présumés de la mafia ukrainienne : Alexandre Angert, «Angel» pour les intimes, l'ange de la mort en réalité, un tueur ; et Alexander Zhukov, un oligarque russe proche du Kremlin. Une enquête internationale menée par les polices belge, italienne et ukrainienne a longtemps ciblé ce dernier en tant que cerveau financier d'un réseau de trafiquants d'armes en direction de l'ex-Yougoslavie. Lorsqu'elle débouche au printemps 2001 sur le démantèlement du réseau et l'arrestation de Zhukov, tout indique que sa société pétrolière recouvre les activités de la filière qui a alimenté en armes ukrainiennes et biélorusses le conflit des Balkans, en violation complète de l'embargo décrété en 1991 par les Nations unies et dans laquelle un marchand d'armes belge s'est retrouvé impliqué pour avoir fourni de faux certificats d'acheteurs. Seulement, voilà : traduit devant la justice italienne en 2004, le «Tsar d'Odessa» est finalement acquitté par les tribunaux de la Péninsule.

En Belgique aussi, le soufflé judiciaire retombe dans «l'affaire Rozenberg». Pire, il s'aplatit complètement. Bien que le parquet réclame en 2003 leur renvoi en correctionnelle aux côtés de Philippe Rozenberg et d'Eric Van de Weghe – pour y répondre de corruption, blanchiment, faux et usages de faux, recel et association de malfaiteurs –, les inculpés russo-ukrainiens bénéficient quatre ans plus tard d'un abandon des charges qui pèsent sur eux. Corrupteurs présumés à l'origine, Sergueï Mikhaïlov, Anatoli Katrich, Leonid Minin et Alexander Zhukov se transforment même en victimes du parlementaire dévoyé qui, selon un réquisitoire de 2007, a tenté de monnayer auprès d'eux des documents qu'il ne pouvait obtenir. C'est donc à nouveau pour escroquerie que Rozenberg et Van de Weghe doivent être jugés, en compagnie d'un ancien gendarme censé avoir joué les chauffeur et prête-nom, ainsi que d'une avocate marron qui aurait porté les valises.

Cependant, les poursuites à leur encontre ne font pas long feu : en jan-



Boris Birshtein, Leonid Efimovich Minin et Philippe Rozenberg.

vier 2008, l'action publique s'éteint sur décision de la Chambre du conseil et à la demande du procureur du Roi. Tout ça pour ça. Dix ans d'enquête dans les hautes sphères mafieuses pour aboutir à une banale filouterie envoyée aux oubliettes. Un magistrat du parquet confessa, dépité : «Cela n'est pas très glorieux !»

« En Belgique, la mafia russe fait ce qu'elle veut »

Cette affaire avortée en rappelle une autre, menée elle à son terme, qui montre à quel point la Belgique a pu être concernée par le phénomène de l'acquisition frauduleuse de la nationalité au profit du crime organisé. Elle concerne cette fois la mafia géorgienne et l'un de ses boss implanté à Anvers : Abraham Melikhov, le parrain de la Falconplein. Condamné en première instance (2006) et en appel (2007), il a été déclaré coupable de fraude aux naturalisations.

D'après le jugement, Melikhov dirigeait un système de corruption permettant d'obtenir des naturalisations au profit de clients géorgiens, russes et israéliens pour la plupart. Les tarifs du Caucasiens, devenu belge en 1985, variaient entre 3 500 et 12 500 euros. Il était à même de fournir de faux actes de naissance, des passeports et autres attestations destinés à faciliter l'acceptation des demandes de naturalisation. Il s'était en plus entouré de complicités. Celle d'une traductrice et interprète assermentée travaillant pour la justice, laquelle l'a aidé à maquiller une série de documents. Egalement, celle d'un fonctionnaire de la Commission des naturalisations de la Chambre, dont le rôle consistait à présenter certains dossiers

sous un jour favorable aux membres de ladite commission. Et pour finir, deux avocats du barreau d'Anvers, arrosés en échange de leur participation à une fraude qui a rapporté à Melikhov la bagatelle de 360 000 euros.

Les naturalisations problématiques de Patokh Chodiev et d'Alijan Ibragimov (Machkevitch ne l'a jamais obtenue) doivent-elles quelque chose à leurs liens avec des membres d'organisations criminelles ? Soit qu'ils en ont bénéficié grâce à l'influence de ces derniers ou, au contraire, qu'on la leur a accordée pour mieux leur soutirer ensuite des informations sur ces organisations. Il appartient à la commission d'enquête du Parlement de faire la lumière. En tout état de cause, les parlementaires devraient mettre le nez dans le dossier Rozenberg et peut-être entendre, si possible, les enquêteurs autrefois spécialisés dans la lutte contre les mafias issues des anciens pays de l'Est. Ceux du projet «Opchak», créé au sein de l'ex-23^e brigade de la police judiciaire, et de la cellule «Red Sky», mise sur pied par la BSR de Bruxelles. Ils auraient certainement des choses à dire. En 2001, l'un d'eux, péjiste bruxellois et fin connaisseur des arcanes du monde criminel russe, déclarait dans une interview au *Laatste Nieuws* qu'en Belgique, «la mafia russe fait ce qu'elle veut. Des bandes organisées venues de l'Ukraine, du Kazakhstan... investissent des milliards dans notre pays. Ils investissent les plus hauts cercles de la politique, du judiciaire et du monde économique et financier. Des gens aux positions importantes dans notre pays sont tout simplement achetés. Si nécessaire, les Russes paient les campagnes électorales de nos hommes politiques. Nous en avons des indices.» ■